

Le Capitalisme libidinal et la collecte de la colère à l'âge post-communiste

Peter Sloterdijk
Hochschule für Gestaltung de Karlsruhe

Extraits du dernier livre de l'auteur à paraître en septembre 2007 en France sous le titre : « *La colère et le temps* », aux éditions Maren Sell

L'érotisation de l'Albanie, ou l'aventure de l'âme post-communiste

Dans tout cela, il semble que la colère, l'insatisfaction et l'opposition générale n'aient pas été la seule à perdre leur faculté de trouver un destinataire. Les économies psychiques dans leur ensemble se voient, depuis un certain temps, condamnées à une reprévisation des illusions¹. Pour l'auto-escroquerie aussi, l'ère de la reproduction en série a commencé. Il aurait donc été prévisible que les gens libérés du communisme affichent, pendant une période critique, une vulnérabilité nettement plus aiguë aux illusions des designers.

Du point de vue fonctionnel, nous l'avons noté, la situation post-communiste implique un retour de l'économie dirigée à l'économie de marché, ou encore le remplacement du média du langage par le média de l'argent². Du point de vue psychopolitique, cette conversion va de pair avec un passage entre des systèmes fondés sur la dynamique de la colère et de la fierté, d'un côté, des systèmes fondés sur la dynamique de l'avidité, de l'autre – ou encore, pour l'exprimer dans le cadre de l'analyse psychopolitique : avec le rejet du primat du thymotique en faveur d'une érotisation sans limite.

On ne peut pas comprendre l'essence de l'érotisme en se fondant sur le cas particulier de la libido sexuelle et de ses déclencheurs esthétiques – comme le suppose la psychologie récente du quotidien. Cette essence se fonde sur la stimulation d'idée de manque et de sentiments d'insuffisance de toute nature, avant de s'exprimer en actions liées au vouloir-avoir et au vouloir-atteindre : aucun phénomène de l'histoire récente du psychisme ne l'illustre mieux que la réception dans les pays de l'ancien « Bloc de l'Est » de l'idée, relevant du capitalisme archaïque, de l'argent qui engendre l'argent. Marx, à qui il arrive assez souvent de mal citer Hegel, aurait pu dire à propos des événements conscients, en se référant au professeur berlinois, que toutes les farces de l'histoire se déroulaient deux fois, la première sanglante dans une version sanglante, la deuxième dans une version comique. On lirait volontiers le commentaire qu'aurait apporté l'auteur du *18 Brumaire* à cette grande escroquerie au placement au cours de laquelle on a, pendant soixante-dix ans, filouté les prolétariats et les paysanneries de l'est de l'Europe en leur ôtant la colère qu'ils avaient accumulée, ainsi que leurs aspirations au respect et à la fierté. On aimerait tout autant savoir comment il aurait glosé sur les vagues de criminalité économique qui se sont abattues sur les anciens pays du « Bloc de l'Est » après l'effondrement des régimes communistes.

La vague a commencé peu après le mémorable 25 décembre 1991, lorsqu'on a ramené pour la dernière fois le drapeau rouge au-dessus du Kremlin. Ses toutes premières manifestations, sauf erreur de notre part, sont apparues dans la Roumanie post-communiste qui, après l'exécution du dictateur Ceausescu en 1989 – là encore, un 25 décembre – a fait ses premiers pas sur le sol de la démocratie et de l'économie de marché, dont elle n'avait pas l'habitude. À partir de 1992, une fièvre de l'argent inconnue jusqu'alors a parcouru le pays,

¹ Cf. Boris Groys, *Privatisations, of The Artificial Paradises of Post-Communism*, catalogue de l'exposition *Privatisierungen. Zeitgenössische Kunst aus Osteuropa*, mai-juin 2004, Revolver, Archiv für aktuelle Kunst (éd.), Francfort-sur-le-Main, 2005, p. 7-15.

² Cf. Boris Groys, *Le post-scriptum communiste*, *op. cit.*

déclenchée par une invasion de systèmes de placements financiers prétendument nouveaux, dont celui qui connut le plus grand succès portait un nom propre à inspirer la confiance, celui de *Caritas*. Les agents de ces systèmes – on dit que pour la seule Roumanie, il y aurait eu environ six cents conjurations de ce type contre la vraisemblance – promettaient de donner enfin à leurs clients une idée des joies liées au capitalisme réel. Avec leurs marges de profit fabuleuses, ces jeux d'investissement fascinèrent de larges fractions de la population – au début de la vague, dit-on, la rumeur prétendait que l'argent « placé » serait multiplié par huit en l'espace de quelques semaines ou de quelques mois. En une année, l'homme d'affaires Ion Stoica, alors quinquagénaire et initiateur de *Caritas*, devint le héros de la nation. Ouvriers d'usine, chômeurs ou employés, tous ceux qui le pouvaient investirent leurs derniers sous pour profiter de ces primes énormes. Beaucoup hypothéquèrent ou vendirent leur maison pour avoir des liquidités. Pendant deux ans, Stoica réussit à tromper les investisseurs enthousiastes sur la nature véritable de l'entreprise en leur versant régulièrement des dividendes élevés – car ces « gains » n'étaient bien entendu pas des bénéfices tirés d'entreprises régulières mais, comme il est courant avec les jeux dits de pyramide ou de boule de neige, de simples déplacements des fonds déposés par les investisseurs tardifs sur le compte de ceux qui étaient entrés plus tôt dans le jeu. On dit que jusqu'à 20% de la population roumaine aurait acheté des coupons pour ce seul jeu d'investissement, de loin le plus répandu. Au début 1994, les paiements s'arrêtèrent ; peu après, ces systèmes s'effondrèrent, d'innombrables personnes se retrouvèrent devant d'immenses montagnes de dettes et le gouvernement roumain eut bien du mal à empêcher une insurrection. Pour ceux qui avaient été escroqués, la condamnation de Stoica à une peine de six années de prison ne peut avoir été qu'une piètre consolation.

En dépit de cet épisode dissuasif, l'esprit de feu Charles A. Ponzi (1882-1949) se propagea bientôt dans de nombreux autres pays post-communistes. Ponzi, un aventurier italien arrivé aux États-Unis en 1903, avait lancé en 1919 à Boston le premier de ces jeux de placements, et était devenu multimillionnaire en l'espace de trois trimestres – il passa ensuite de nombreuses années dans différentes prisons et mourut ruiné, après une longue errance, à Rio de Janeiro. Dans sa grande époque, les investisseurs enthousiastes le célébrèrent comme le premier financier « *get rich quick* » du XX^e siècle, et son système fondé sur le commerce de coupons-réponse de la poste (qui prétendait utiliser des différences de valeurs entre les papiers filigranés américains et italiens) était considéré par les sympathisants comme la machine à produire de l'argent la plus élégante de tous les temps. Depuis, dans le monde entier, on a lancé d'innombrables tentatives pour faire rapidement fortune à l'aide de ce que l'on appelle le schéma Ponzi. Sur les traces de Ponzi, le Russe Sergueï Mavrodi, avec son jeu de pyramide MMM qui connut l'apoplexie en 1994 après qu'au moins cinq millions des compatriotes de Mavrodi y eurent investi des sommes énormes, devint en très peu de temps le sixième homme le plus riche de Russie – ce qui veut dire quelque chose dans l'empire des nouveaux milliardaires. Pour échapper aux poursuites pénales, Mavrodi, que ses partisans vénéraient comme un sauveur, se fit élire à la Douma en 1995. Après la levée de son immunité parlementaire, il passa dans la clandestinité à l'étranger, sans aucun doute avec la conviction que les journées d'un homme de talent étaient trop précieuses pour qu'on les passe dans les prisons de la nouvelle Russie.

La même année, l'étincelle se transmet à la Pologne, à la République tchèque, à la Bulgarie et à la Serbie. On dit que c'est de Pologne qu'elle est passée en Albanie. Ce fut l'un des moments instructifs de la désoviétisation : c'est précisément le pays le plus pauvre d'Europe qui devint le plus vaste laboratoire du capitalisme postmoderne des escrocs et des fraudeurs. L'un des responsables du pillage des illusions en Europe fut un jeune homme d'affaires hambourgeois à la réputation douteuse dont le système de boule de neige revisité et propagé avec des techniques psychologiques dignes des sectes portait le nom de *Jump*, avant qu'un risque aigu d'être démasqué ne le pousse à le rebaptiser *Titan*. Grâce au manager polonais de *Titan*, ce jeu de chaîne repeint à neuf une fois de plus, serait arrivé en, Albanie – où il ne fit cependant que prendre sa place parmi une bonne douzaine de jeux de pyramides. C'est là que les responsables de l'entreprise de cette vague de jeu qui se propageait intensément parvinrent, pendant la phase de camouflage efficace, de 1994 à 1996, à plonger la plus grande partie du pays dans une psychose cupide. Compte tenu des

paiements alléchants qu'on versait effectivement au début de ce jeu, l'idée que l'argent se multipliait de lui-même par simple prêt à une « société d'investissement » persuada toute la population qui avait vécu pendant des décennies, sous le dictateur Enver Hoxha, dans une stricte clôture de pauvreté et d'information, l'une des conséquences en étant l'ingénuité du public à l'égard de l'affaire roumaine, qui avait pourtant été dévoilée peu avant. À la fin 1996, plus de la moitié des 3,3 millions d'Albanais avaient fait des « investissements » dans ce jeu de pyramide qui fonctionnait dans tout le pays – un grand nombre d'entre eux avaient à cette fin hypothéqué leurs maisons ou leurs fermes auprès de banques réelles. Là encore, on aurait fait miroiter des profits allant jusqu'à 100% en quelques mois et on les aurait même payés un certain temps – dans la phase finale et nerveuse du jeu, ils auraient même atteint des taux de 40 à 50% par mois –, une incitation suffisante pour désactiver tout germe d'hésitation rationnelle. Les pyramides albanaises devaient aussi leur grand attrait à la publicité qu'on en faisait à la télévision d'État – ce que de nombreux épargnants prirent à tort pour une preuve de sérieux.

Lorsque ces jeux s'effondrèrent, au mois de janvier 1997, la déception sema la panique dans tout le pays. L'indignation n'avait pas de limites : on avait investi du bon argent pour se détacher du réel, et on ne lui pardonnait pas son retour. Des investisseurs furieux accusèrent l'État et le gouvernement de ne pas avoir pris les mesures nécessaires à leur protection – ce qui était exact, les responsables ayant ignoré les mises en garde que la Banque Mondiale leur avait adressées à ce propos. Des groupes spontanés de spoliés mirent le feu à des postes de police tandis que des bandes d'ouvriers et d'employés furieux prenaient d'assaut les dépôts d'armes de la police et de l'armée. Ils mirent la main sur quelque 600 000 armes à feu, ce qui eut pour épiphénomène une multiplication par cinq des taux de meurtre et d'assassinat en Albanie au cours des années qui suivirent – la majorité des armes ne put jamais être récupérée. Du jour au lendemain, les structures de l'État semblèrent se dissoudre ; de nombreuses villes de province tombèrent aux mains d'insurgés recrutés pour l'essentiel au sein du parti socialiste d'opposition. Tirana, la capitale, fut le théâtre de scènes de guerre civile. Pendant plusieurs semaines, on ne vit nulle part d'autorité susceptible de remettre de l'ordre, sans doute aussi parce qu'une grande partie des employés de l'État étaient du lot des escroqués et s'était rallié aux manifestations. Seule la promesse d'un triplement de leur salaire incita de nombreux policiers déserteurs à reprendre leurs fonctions. Le président albanais Sali Berisha, ancien médecin personnel d'Enver Hoxha et dont le Parti Démocratique avait de toute évidence été lié aux managers de la pyramide, fut contraint de démissionner.

À l'apogée de ces troubles, la foule poussée par un mélange de dépit et de volonté de vengeance prit d'assaut les écoles, les universités, ainsi que de nombreuses usines et administrations ; elle emporta tout ce qui pouvait être emporté, le reste fut détruit dans une rage aveugle. Des observateurs occidentaux qui visitèrent le pays peu après racontèrent que même dans des pays ravagés par la guerre ils n'avaient jamais des destructions d'une pareille ampleur. Les bâtiments publics étaient pillés jusqu'à la dernière poignée de porte ; dans des appartements glacés, les familles passaient leurs journées sous des couvertures de laine à regarder les images de la télévision publicitaire italienne. Par crainte de la folie générale, un grand nombre d'Albanais tentèrent de quitter le pays à bord de navires surchargés, de bateaux de pêche hors d'usage et même sur des radeaux – en l'espace de quelques jours, les ports de Brindisi et d'autres villes italiennes sur l'Adriatique furent submergés par les réfugiés. Les ministres européens des Affaires étrangères furent comme d'habitude hors d'état de s'entendre concrètement sur des quotas d'admission de cette « invasion des désespérés » dans les pays de l'Union Européenne. Si la situation se normalisa assez vite, on le doit surtout à l'aveu du gouvernement nouvellement formé de l'Albanie, qui reconnut que l'État portait une part de culpabilité dans cette débâcle. Surtout, la Banque centrale albanaise put sauver des sommes considérables au profit des épargnants en gelant les comptes des pyramides. Et l'on annonça qu'une autre partie des pertes serait compensée par le budget de l'État.

Dans notre contexte, il ne s'agit pas de rendre hommage à l'infamie et à la présence d'esprit des organisateurs de ce type de jeux, qui semblaient faits pour exploiter la naïveté ou

le goût subit dont d'innombrables citoyens vivant dans les pays de l'ancien « Bloc de l'Est » témoignèrent à l'égard du capitalisme. Ce qui donne leur dimension symptomatique aux événements que nous avons décrits, c'est le fait que l'énergie infectieuse avec laquelle la vague a pu se propager dans des pays très pauvres, comme la Roumanie et l'Albanie, dit quelque chose sur l'essence du capitalisme en général – ou du moins sur une vie extérieure du système, telle qu'elle se présente dans les rêves éveillés de personnes qui ont été exclues pendant plusieurs générations de l'expérience du libre marché et de l'économie fondée sur la propriété. Les tragi-comédies roumaine et albanaise révèlent effectivement – outre certains aspects de la nature humaine – le cœur fabuleux de l'idée capitaliste de la richesse : l'idée que l'argent utilisé comme capital a en soi les qualités d'un fluide qui se multiplie de lui-même – ou que l'argent, en tant que capital, constitue une puissante amulette qui promet à son détenteur l'arrivée constants de biens apportés par la chance.

Il faut l'admettre : ce fantasme n'est pas dénué de tout fondement, bien que les interprètes plus sérieux de l'économie de marché ou de l'économie fondée sur la propriété mettent en garde depuis longtemps contre les outrances d'une utilisation purement spéculative de l'argent et dénoncent même le capitalisme de casino comme un danger pour l'économie mondiale dans son ensemble. De fait, le parti créateur de valeurs réelles au sein du complexe capitaliste ne se lasse pas de souligner que le processus de création de richesse repose d'abord et le plus souvent sur la seule synergie, pilotée dans les règles de l'art, entre la propriété, la création d'argent, le travail, l'organisation et l'innovation, alors que toutes les autres transactions, en particulier celles qui relèvent de la pure économie monétaire, autant qu'elles aient pu prendre le dessus d'un point de vue quantitatif, ne représentent jamais que des ronds de fumée dans l'espace virtuel. Au contraire, le parti des profits faciles s'en tient imperturbablement à l'idée que l'enrichissement n'est que le salaire naturel du risque spéculatif. Pour les membres de ce parti ce qui se manifeste dans la richesse n'est pas au bout du compte le résultat du travail et de la performance – bien qu'ils n'en contestent pas tout à fait la nécessité. Selon eux, le véritable sens de la richesse est de démontrer la souveraineté de la fortune, qui choisit ses préférés et laisse les autres repartir les mains vides. En termes moins mythologiques, cela signifie : celui qui gagne a raison, celui qui perd ne peut pas se plaindre.

Le syllogisme pratiqué par les Albanais ne tenait donc pas au fait qu'ils avaient compris totalement de travers les faits du capitalisme spéculatif. Ils se sont plutôt laissés entraîner par une image onirique relevant du socialisme tardif, image qui leur suggérait que même sous le signe du capital, il pouvait exister un profit principal pour tout et pour chacun. En se montrant prêts à abjurer les fantômes de la fierté socialiste et à répondre en fin, eux aussi, comme les autres ressortissants du monde libre, à l'appel à la primauté du désir, ils avaient professé sans arrière-pensée leur reconnaissance des données nouvelles. Compte tenu de leur incapacité et de leur absence de volonté de se faire une idée réaliste des sources des profits espérés, ils restèrent prisonniers de leur passé. Il ne fait aucun doute que la sensation d'avoir été suffisamment longtemps tenu à l'écart de la richesse et de sa répartition joua sans aucun doute un rôle dans la ruée sur les jeux pyramidaux. Après un demi siècle passé sous une dictature du manque qui gavait le peuple de phrases ampoulées, on voulait enfin avoir sa part des agréables injustices du monde fortuné – même si quelques invisibles devaient payer l'addition pour la multiplication fabuleuse de leurs propres mises. Comme tous ceux qui suivent l'appel de l'éros populaire, les Albanais désormais pleins d'entrain étaient persuadés que pour cette fois, c'était à leur tour de ramener chez eux la mariée un peu trop belle.

Capitalisme réel : le report de l'apoplexie dans les systèmes fondés sur la dynamique du désir

Face au malheur albanais, rien n'était plus déplacé que le sarcasme de certains observateurs occidentaux pliés de rire face au « capitalisme **du skipénaire** ». En vérité, rares sont les partisans du capitalisme régulier qui arriveraient à définir avec une précision suffisante la différence entre le mode d'économie qu'ils prônent et un simple jeu de pyramide. Il est indéniable que le phénomène du profit non mérité – ou plus généralement : du revenu

sans prestation – est encore très coté, y compris chez les vétérans du système capitaliste. Pour l'imaginaire des économies nationales des temps modernes, les aspects magiques et irrationnels de la répartition inégale de la richesse ont une signification que l'on pourrait qualifier d'archétypique si l'expression n'était pas chargée de trompeuses connotations relevant de la psychologie des profondeurs. L'économie de propriété moderne s'est d'emblée parée d'une aura scintillante de fantasmes de bonheur pour lesquels il est adéquat d'utiliser le terme de capitalisme de la *fortuna*. Les utilisateurs extra-européens du système ont eux aussi saisi en peu de temps cette dimension réelle et imaginaire des nouveaux processus économiques. Si l'économie moderne de la propriété et de l'argent – qu'on désigne souvent, d'un mauvais coup de langue, par le terme « capitalisme » – exerce au-delà des frontières culturelles une fascination qui relègue même parfois dans l'ombre ses avantages pratiques, elle coule indubitablement de cette source. On peut du reste interpréter la foi dans la *fortuna* revenue, qui favorise les siens par le biais des banques et des bourses, comme une réinterprétation post-chrétienne des fantasmes protestants d'élection – au risque de dévoiler ainsi le cœur impitoyable du calvinisme, dont le véritable visage s'annonce dans l'obscénité mystique du se-sentir-proche-de-Dieu après la fermeture des caisses.

Les fondements de la possibilité objective de comparer le capitalisme régulier et un schéma à la Ponzi tiennent au fait incontestable que ces deux modèles sont des systèmes de croissance fondés sur le crédit et dépendant, à la vie et à la mort, d'une reproduction élargie. Tous deux détiennent de manière inhérente une tendance à l'effondrement dont le maniement est constitutif de la dynamique du système dans son ensemble.

Dans un système pur à la Ponzi, l'apoplexie intervient forcément à relativement court terme (ou bien est provoquée volontairement) parce que le nombre de nouveaux joueurs susceptibles d'être ralliés de manière actuelle s'épuise inévitablement au bout de quelques tours – raison pour laquelle, même avec un bon camouflage, on ne peut guère dépasser une durée de jeu de quelques années. Ponzi lui-même a réussi à tenir environ neuf mois, ses successeurs est-européens deux ans au maximum. Le capitalisme régulier fondé sur l'industrie et sur les banques se distingue en revanche par le fait que ces joueurs répondent à la pression des intérêts par la croissance économique, laquelle est pour l'essentiel due à la synergie de l'expansion du marché, de l'innovation des produits et de la rationalisation technique. Son mode de « fuite en avant » est par conséquent élastique, à long terme et familière de la crise. Son mode d'avancée intègre un comportement inventif et civilisateur ; il lui arrive même de ne pas reculer devant des accès de révolution culturelle. À l'étonnement de tous, y compris de ses propres agents, le processus du capital n'a cessé jusqu'ici de se montrer capable de contrôler les tendances à l'effondrement, y compris en franchissant de grandes phases d'oscillation et de stagnation. Il peut se référer aujourd'hui à une phase d'évolution plus ou moins cohérente d'environ dix générations humaines – pour autant qu'on considère la Révolution Industrielle du XVIII^e siècle comme une période seuil, et même de vingt générations si l'on suppose avec Immanuel Wallerstein que le système capitaliste mondial prend des contours dès l'an 1500.

Pour ce qui concerne cette prestation, il faut constater que le système capitaliste, dont la constitution est par principe anhistorique ou purement futuriste, a tout de même produit une historicité d'une nature particulière. Dans la phase initiale du jeu, sa tendance a été présentée, de manière mystificatrice, par le concept singulier de « progrès ». Cela ne change pas grand-chose au rapport ironique entre le capitalisme et le temps passé. Le monde animé par l'esprit d'entreprise n'a plus besoin du passé, au fond, que pour le laisser derrière lui³.

Le capitalisme se présente à ses partenaires de jeu et critiques actuels avec les plus grandes prétentions au sérieux, surtout après la disparition de la prétendue alternative socialiste. On peut résumer ces prétentions en une thèse : le capitalisme peut proposer un modèle de croissance doté, sur le principe, d'une capacité inépuisable à affronter le futur. Au

³ Cf. Peter Sloterdijk, « Goodbye Fortschritt : Das heilige Feuer der Unzufriedenheit », in Utz Claassen et Jürgen Hogrefe (éd.), *Das neue Denken, das Neue denken. Ethik. Energie. Ästhetik*, Göttingen, 2005, p. 69-70.

nom de ce modèle, on peut demander aux acteurs d'être prêts à participer à des formes de vie auxquelles appartiennent le changement technique permanent et la pénétration de toutes les formes de vie par la commodité accrue et la transmission de l'argent. La vérité, c'est que la capacité de ce jeu à faire face à l'avenir est sans doute un peu moins brillante que ce que ses exégètes ne cessent d'affirmer. Il suffit de lire le mot *sustainability*, omniprésent, comme un symptôme névrotique, pour saisir à son point critique le doute qu'éprouve le *statu quo* sur lui-même. Comme le prouve le mot, les plus réfléchis parmi les experts économiques du temps présent ont déjà une idée précise de ce qui n'est pas compatible avec l'essence du système.

De fait, même les systèmes non-Ponzi (c'est-à-dire les économies nationales régulières en particulier, et l'économie mondiale en général) constituent des systèmes inégalitaires qui doivent toujours traiter une dose considérable de mise en danger interne. Le capitalisme consolidé ne peut compenser les tendances à l'apocalypse qui l'habitent (et dont les crises de surproduction décrites par Marx ont été la première manifestation) que par une fuite en avant permanente. Ce qui vaut, aux yeux des clients éventuels, comme preuve de purs principes commerciaux est dû à l'affinage des instruments de pilotage dont on doit voir le mécanisme essentiel dans « l'art de la banque centrale »⁴. De cet art, on peut dire pour simplifier qu'il débouche sur un procédé permettant de rendre sérieux ce qui ne l'est pas – en d'autres termes, une technique de ralentissement de l'effondrement. Par le biais de l'élévation et de l'abaissement des taux primaires, la banque centrale se consacre à la mission consistant à minimiser les risques d'apoplexie propres au système en réglant le stress produit par l'intérêt à un niveau viable sous l'angle conjoncturel. Dans ses décisions de régularisation, elle se fie aux résultats actuelles et probables des efforts de l'économie réelle, autrement dit : à la somme des effets produits par l'extension du marché, l'innovation sur les produits et l'augmentation de la productivité. Dans ce contexte, le « bond de croissance » souvent invoqué ne signifie rien d'autre que la réduction du risque d'insolvabilité pour les unités chargées de crédit. Avec une expiration conforme aux normes du droit aux allocations de l'assurance, la pression du service de la dette ne doit pas devenir un problème fatal à tous les paliers de l'évolution économique du système global, même si l'on voit en permanence s'effondrer de nombreuses entreprises et de nombreux foyers privés. Au total, le stress des dettes pousse le progrès de l'économie monétaire à pratiquer des rajeunissements et des intensifications en permanence.

La contrainte d'expansion et d'innovation par laquelle se dessine le mode de production capitaliste est ainsi due au facteur Ponzi au sein du système global, facteur endigué selon les règles de l'art, mais qu'on ne peut jamais totalement éliminer⁵. Le complexe capitaliste de l'économie monétaire constitue un réseau mondial d'opérations destinées à déplacer des montagnes de dettes. Reste que même le système Ponzi le mieux compensé ne peut à long terme apporter plus que l'ajournement *sine die* de la date où il se désenchantera – au plus tard au moment où le chemin de l'expansion sera fermé parce que tous les nouveaux joueurs que l'on pourrait y attirer sont déjà entrés dans le jeu. Le monde actuel en est sans doute encore assez éloigné, si bien qu'une frénésie finale n'est pour l'instant pas justifiée. Le

⁴ Cf. Hans-Joachim Stadermann, *Die Fesselung des Midas. Eine Untersuchung über den Aufstieg und Verfall der Zentralbankkunst*, Tübingen, 1994.

⁵ La synergie entre le ralentissement de l'effondrement et la mobilisation des prestations compensatoires a certes aujourd'hui été désactivée dans un système partiel sensible des États-nations capitalistes : les citoyens des pays européens sont de plus en plus nombreux à comprendre que l'État providence, notamment pour ce qui concerne sa construction centrale, les systèmes de retraite, ressemble à un jeu de pyramide dans lequel les anciens tirent abondamment les marrons du feu tandis que les joueurs du troisième tour y laissent leur chemise. Parallèlement, les budgets extrêmement endettés de la plupart des pays ont eux aussi toujours le caractère de systèmes Ponzi dont la stabilité repose en grande partie sur l'incapacité quasi-religieuse des créanciers à se représenter un État en cessation de paiement (ce bien que les crises d'insolvabilité de la Russie et de l'Argentine aient prouvé que même l'impensable peut se produire).

caractère indéterminable du moment de la déception peut encore être considéré par les participants du jeu, avec un certain degré de légitimité, comme une ouverture de principe de l'avenir. On devrait pourtant, par précaution, renvoyer les clients au jugement d'une minorité d'experts selon lesquels l'effet d'ouverture – l'apparence d'une possibilité infinie de poursuivre le jeu dans les conditions actuelles – ne pourra plus être maintenu plus de quelques décennies. D'autres interprètes donnent beaucoup plus de temps au jeu, surtout ceux qui sont suffisamment optimistes pour penser que la fin des énergies fossiles n'interviendra pas avant le XXII^e siècle.

Pour ce qui concerne les supposés psychologiques de Charles A. Ponzi, ils n'ont en aucune manière été falsifiés au cours des presque cent ans qui se sont écoulés depuis son coup de Boston, en 1919. On est sans doute en droit de supposer qu'ils caractérisent globalement avec une grande précision la psychomotricité du mode de gestion capitaliste. De fait, même pour les manifestations moralement anodines et économiquement solides du système, une certaine dose de décisions fondamentales relevant de la dynamique du désir demeure indispensable. Celles-ci animent de fortes tendances à l'expansion qui pénètrent de plus en plus profondément dans les formes de vie des cultures porteuses, ou pour s'exprimer plus techniquement dans les budgets psychosémantiques des joueurs en règle générale, par le biais des médias culturels que sont le roman, le théâtre, le cinéma et la télévision. Les médias produisent, de manière synergétique, un climat de libéralisation permanent – et si l'on en croit l'expérience générale, celui-ci s'impose à la longue face aux réactions conservatrices. Dans ce contexte, la réception de l'art moderne prend une signification dont on ne saurait surestimer l'importance, car avec son entraînement conséquent à l'*everything-goes*, elle fonctionne comme un centre de formation au consumérisme de l'avant-garde. Ce que les avant-gardes font avant les autres, les « masses » le font en règle générale à leur tour, peu après.

Parce qu'on ne peut pas dissocier les extensions quantitatives des processus monétaires des transformations qualitatives des formes de vie, les ensembles de joueurs capitalistes doivent se placer, du point de vue culturel, dans un climat de révisionnisme permanent. Ce qu'on appelle depuis 1800 l'esprit du temps n'est pas concevable sans la collaboration de l'esprit de l'argent. Autant qu'on veuille, dans les milieux conservateurs, présenter comme une antithèse la polarité de l'argent et de l'esprit, c'est globalement la convergence des pôles qui s'est imposée. On parle de son propre temps pour pouvoir aller avec lui. La demande d'adaptation se manifeste dans l'exigence d'une « acceptation de la mobilité » et d'un « apprentissage au fil de toute la vie », dont l'objectif est de rendre plus flexibles les biographies professionnelles et de permettre une dose élevée de consumérisme du grand âge – tel est le sens du capitalisme à la Mathusalem, de type californien, qui a récemment aussi fait le saut vers l'Allemagne. Même si, dans ce mouvement constant, on semble réclamer les valeurs sérieuses, la tendance globale du jeu exige une frivolisation progressive des populations de joueurs. Même dans les conditions les plus favorables – lorsqu'on a réussi, grâce à l'État social, à pacifier sur un large front une population nationale, et lorsque la canalisation et la stimulation de l'économie du capital par l'État fiscal réussit pendant une longue période à faire avancer un pays sur une trajectoire ordonnée –, le système a besoin d'intégrer une part croissante des populations dans des activités plus risquées liées à l'avidité et à des pratiques de légèreté plus offensives – un fait auquel l'expression creuse de « société de consommation » ne fait qu'une lointaine allusion. Ce qui porte ici le nom de consommation désigne la propension des clients à participer à des jeux d'accélération de la jouissance fondés sur le crédit – au risque de passer une grande partie de leur vie à effacer leurs dettes. Le secret du consumérisme comme style de vie se dissimule dans la mission consistant à susciter auprès de ses participants un sentiment néo-aristocratique du caractère parfaitement convenable du luxe et du gaspillage. Est aristocrate dans le capitalisme celui qui n'a pas besoin de réfléchir pour savoir qu'il ou elle a droit au meilleur.

L'avidité signifie le déshabillage affectif de la supposition ontologique selon laquelle il est possible de maintenir une asymétrie durable entre le donner et le prendre. Si, chez un joueur, le prendre garde la main à long terme, on dit généralement qu'il réussit. Dans son

acceptation ordinaire, la réussite désigne un phénomène de surgratification qui va du reste fréquemment de pair avec une tendance à répéter l'in vraisemblable. Les surgratifications stabilisées produisent chez ceux qui les reçoivent des prétentions statutaires caractérisées par une tendance élitaire. Les personnes surgratifiées de manière chronique développent souvent le talent de considérer leurs primes comme un tribut adapté à leur prestation – ou, en cas d'absence de prestation, à leur seul Être éminent et, pourquoi pas, à leur apparence physique. On trouve en effet dans les systèmes de désir parachevés l'élévation de la bonne apparence au rang de raison suffisante aux attentes de surgratification. C'est un trait caractéristique de la culture déployée de l'avidité déployée : ses agents et ses agentes partent de l'idée qu'ils sont justement le plus rémunérés pour ce qu'ils savent le moins faire. Ce n'est pas un hasard si le *lookisme*, cette religion de l'ingratitude, est en marche dans le monde entier. Elle doit les succès de ses missions aux masse médias de la culture de la jeunesse, qui proclament depuis longtemps cette bonne nouvelle que pour réussir, il suffit d'avoir l'air de quelqu'un qu'on connaît pour l'avoir vu dans les masse médias.

Quant à l'expression capitaliste de l'érotisme, elle déploie, pièce par pièce, le paradoxe de la « surgratification pour tous ». À travers elle, on proclame le droit de l'homme à un comportement de désir avide sans limite. Par conséquent, le marché de l'apparence s'élève au rang de marché de tous les marchés – en lui, les objets potentiels de la convoitise sont transformés en sujets de désir avide par contact avec la drogue de la surgratification. On comprend facilement pourquoi la dernière « scission de classe » au sein du capitalisme séparera les surgratifiés et ceux qui sont normalement ou mal payés. Un peu plus ambitieuse, la compréhension des raisons pour lesquelles cette scission devient à peu près équivalente à l'opposition entre le *beautiful people* et les gens dotés de visages qui ne rapportent rien. Si l'on veut définir la signification du mot « peuple » dans le capitalisme avancé, on se heurte à la masse de ceux qui restent exclus de la surgratification. Le peuple, c'est ce qui peut être certain, même à l'avenir, de ne rien recevoir en échange de sa simple apparition.

Les élites de l'avidité professent, par leur comportement, le postulat selon lequel l'État doit détenir le potentiel de gains permanents au jeu – au moins au cours de phases de succès suffisantes pour pourvoir en excédants, jusqu'à la fin de leur vie, ceux qui profitent des avantages. En règle générale, le désir avide aigu s'accompagne de la sensation de mériter plus de bonheur qu'on n'en a vécu jusqu'alors – l'un des motifs pour lesquels on ne peut pas fixer de limites internes aux activités animées par l'avidité. Seul un très petit nombre d'aspirants à la *fortuna*, au fil des siècles capitalistes, devraient être prêts à constater, avec Andrew Carnegie : « J'ai eu au cours de ma vie bien plus de bonheur qu'il ne m'en revenait »⁶.

Pour ce qui concerne les malheureux Albanais et leur initiation à l'esprit du capitalisme spéculateur, il faut noter qu'au bout du compte, ils peuvent dire qu'ils ont eu de la chance dans leur malheur. Une fois la crise achevée, et malgré les quelque vingt mille faillites de petites entreprises survenues dans tout le pays, leurs pertes se sont révélées beaucoup moins dramatiques qu'on ne l'avait craint d'abord. Ceux qui en ont réchappé ont gardé la leçon gravée dans leur esprit : la restructuration d'une ancienne économie dirigée vers une économie de la propriété ne peut pas se faire par le biais de la simple spéculation. Ils ont appris ce qui est déjà un fait acquis pour les vétérans du capitalisme : la création quotidienne de valeur possède une inertie d'un type particulier que l'on ne peut négliger impunément. Quand on veut constituer une fortune, il faut tout de même, en règle générale, travailler et s'imposer des renoncements pendant un certain temps. Autant le rêve de la richesse rapide est indispensable à la dynamique motrice du capitalisme, autant celui-ci suppose dans un premier temps une culture régulière de l'entreprise et un monde du travail discipliné qui se soumet aux peines qu'entraîne une pente juste un peu inclinée.

Comme nous l'avons noté, le capitalisme régulier, qui sait se contenter de taux de profit consolidables sur le marché de l'économie réelle, est marqué par la tension entre le taux d'intérêt et la hausse de la productivité – en intégrant tous les facteurs psychopolitiques sans la modification desquels la mutation d'une population donnée en association de

⁶ Andrew Carnegie, *Geschichte meines Lebens*, 2ème éd., Leipzig, 1922, p. 189.

consommateurs capables d'exercer une demande n'aboutit pas. Si les crises des pyramides à l'est et au sud de l'Europe étaient dues à une psychose aiguë de la cupidité – et donc à une érotisation brusque et grossière des économies affectives –, il a fallu faire valoir pendant la phase de consolidation des formes d'érotisation de la « société » prenant leurs racines plus en profondeur, discrètes et dotées d'une efficacité chronique.

Nous comprenons désormais pourquoi la modernisation des « sociétés » animées par l'argent porte le visage de l'érotisme. Ce qui est en jeu dans la modernité économique, c'est tout simplement le remplacement du pilotage thymotique des affects (qui n'a que l'apparence de l'archaïsme), en même temps que ses aspects incompatibles avec le pouvoir (qui n'ont que l'apparence de l'irrationnel), par la psychopolitique, plus conforme à l'époque, de l'imitation du désir et de la cupidité calculatrice. Cette métamorphose ne peut être obtenue sans une profonde dépolitisation des populations – et, liée à celle-ci : sans la perte progressive du langage au profit de l'image et du chiffre. Les partis de la gauche classique, notamment, dans la mesure où ils sont en soi des banques de colère et de dissidence, ne peuvent, dans ce nouveau climat, que se faire remarquer comme des reliques dysfonctionnelles. Ils sont condamnés à lutter, avec des discours laids, contre les images de belles personnes et des tableaux de chiffres durs – une entreprise sans perspective de succès. Les sociales-démocraties à la New Labour évoluent en revanche comme des poissons dans l'eau dans l'élément de l'érotisme capitaliste – ils ont abdiqué leur rôle de partis de la fierté et de la colère, et pris le virage menant vers la primauté des appétits. Aux nations post-communistes, avec l'irruption de la culture de l'image préformée en Occident, on met à disposition un dépôt d'illusion qui interpelle à la fois le désir érotique et le sens de la nécessité de l'attente.

Cette transformation nous met face à une stimulation singulière dans l'histoire de la morale, faite de rivalités fantasmatiques entre les participants aux jeux de désir généralisés. Dans les populations occidentales, le changement structurel du désir s'est étendu sur des siècles – avec une accélération au XIX^e siècle. Si l'on a caractérisé cette époque, dans l'histoire de la culture, comme le siècle de l'opérette, c'est parce que l'érotisation de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie exigée par l'esprit du temps s'était créée avec ce genre son média le plus efficace⁷. Les ordres « sociaux » de la cour et des débuts de la bourgeoisie ont certes suscité des poussées de rivalité et déclenché de vives compétitions entre participants aux intrigues de la cour et directeurs d'entreprises commerciales. Les uns comme les autres constituaient des systèmes d'action déjà marqués par la « modernisation » émotionnelle et par une intensification correspondante des *liaisons dangereuses*⁸, c'est-à-dire des interactions stratégiques. Dans aucune formation historique, cependant, on n'avait eu besoin d'une dose de concurrence pilotée par la cupidité et la jalousie aussi élevée que dans la « société » déployée de la consommation de masse qui – après un prélude de plus d'un siècle – s'est propagée de manière triomphale dans de nombreux lieux de la terre, d'après les modèles euro-américains.

On voit dans ces processus que toutes les modernisations débouchent sur une révision plus ou moins dramatique de la morale en vigueur depuis l'Antiquité. Comme les systèmes d'aujourd'hui ne reposent pas sur des collectifs en combat, mais sur des populations érotisées, ils renoncent à continuer à demander l'abolition du Cinquième commandement – l'un des traits marquants du fascisme de gauche, qui est revenu, on l'a montré, dans le national-socialisme. Ces deux formations du modelage thymotique des affects exigeaient des combattants résolus et des mères disposées à mettre des enfants au monde, des amants sans ambitions et des consommatrices de luxe – de fait, les partisans britanniques de l'Internationale Communiste chantaient dans les années trente une chanson sur ce texte : « Terminons-en avec l'amour jusqu'à la révolution / d'ici-là, l'amour est une chose non bolcheviste »⁹. Le primat des valeurs était pour les activistes une cause entendue, et l'éros s'inscrivait chez eux dans la catégorie méprisable du « luxe bourgeois ». Tant que la

⁷ Siegfried Kracauer, *Jacques Offenbach ou le secret du second empire*, traduit de l'allemand par Lucienne Astruc, Grasset, 1937.

⁸ En français dans le texte (*N.d.T*)

mise à mort avait la priorité sur l'amour, l'esprit de la révision était surtout dirigé contre le Cinquième commandement¹⁰.

Dans la sphère avancée de la consommation, en revanche, amour, souhait et jouissance deviennent le premier devoir du citoyen. Ce sont désormais bien sûr les prescriptions d'abstinence et les interdiction anti-mimétiques de la jalousie formulées par la Décalogue qu'il faut, pour être moderne, mettre entre parenthèses et remplacer par leur contraire. Si le Dixième commandement affirmait : « Tu ne convoiteras pas la maison de ton voisin. Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, son esclave mâle ou femelle ... ! » (*Exode*, 20, 17), le premier commandement du nouveau système moral en vigueur formule pour sa part : *Tu dois désirer et jouir tout ce que les autres jouissant te présentent comme un bien désirable !* De là découle immédiatement le deuxième commandement, censé renforcer les effets du premier. C'est un commandement d'exhibition qui, diamétralement opposé aux préceptes de discrétion traditionnels, élève l'exposition ouverte et visant l'imitation de la jouissance personnelle au rang de norme¹¹. *Tu ne dois pas faire mystère de ton désir et de ta jouissance !* On ferait preuve de courte vue en pensant que les effets du principe d'exhibition sont limités au monde de la réclame et des boîtes de nuit – en vérité, la construction de réalité du capitalisme subjectivisé est globalement orientée vers les compétitions et la visibilité. La visibilité définit les espaces d'action pour la simulation d'élans de jalousie – empiétant pareillement sur le monde des marchandises, le monde de l'argent, le monde du savoir, le monde du sport, le monde de l'art. Pour compenser les effets dangereux des deux commandements de désinhibition, il faut ce troisième commandement: *Tu ne dois attribuer à nul autre qu'à toi-même d'éventuels succès dans la compétition pour l'accès aux objets de la convoitise et aux privilèges de la souffrance !*

Le théâtre mondial des menaces

Pour finir, nous comptons nous permettre un regard panoramique qui prendra le style d'une contemplation de l'histoire du monde, et nous nous retournerons sommairement sur les avatars du thymotique au cours des deux derniers siècles pour les placer dans le contexte des deux millénaires monothéistes. On verra à cette occasion que les deux plus puissants organes de la collecte métaphysique et politique de la colère dans la civilisation occidentale, la théorie catholique de la colère de Dieu et l'organisation communiste des masses antibourgeoises et anticapitalistes, n'ont pas résisté aux épreuves du temps et au changement de mentalité.

Le catholicisme n'a survécu à la montée des temps modernes qu'au prix d'une adaptation récalcitrante à son temps, adaptation qui s'est déroulée sur deux siècles entiers. Au cours de cette longue période, il s'est complu dans des gestes de refus qui, sous certains aspects, ressemblaient à s'y méprendre à l'antimodernisme théocentrique de type islamique et islamiste, tel que nous le connaissons dans les sources actuelles. Pendant sa phase rétive, il tempêta contre la prétention des modernes qui voulaient faire de la religion une affaire privée, et se cabra, dans le style d'un mouvement de zélotes du Dieu seul, contre les tendances à bâtir une culture d'État consciemment laïque ou du moins distancée et neutre par rapport à la religion. Mais le changement d'attitude fondamentale du catholicisme était à terme inéluctable, bien qu'il ne soit pas arrivé à son terme avant la deuxième moitié du XX^e siècle. Il a provoqué un rééquipement théologique en profondeur : pour pouvoir enfin conclure

⁹ Cité d'après Erich Hobsbawm, *Gefährliche Zeiten . Ein Leben im 20. Jahrhundert*, Munich, 2006, p. 146.

¹⁰ Cf. ci-dessus, p. ■ D 232-233.

¹¹ Cf. Peter Sloterdijk, « Erwachen im Reich der Eifersucht. Notiz zu René Girards anthropologischer Sendung », postface à : René Girard, *Ich sah den Satan fallen wie einen Blitz. Eine kritische Apologie des Christentums*, Munich et Vienne, 2002, p. 241-254. Slaboj Žižek évoque lui aussi dans de nombreux passages de son œuvre la structure perverse du nouvel impératif de jouissance.

la paix avec les temps modernes, Rome dut se séparer de traditions antihumanistes et antilibérales qui paraissaient jadis non négociables et qui prennent leurs racines dans l'absolutisme des droits de Dieu. La mutation a atteint un point où la théologie catholique s'est elle-même définie comme l'organon d'une justification plus profonde des droits de l'homme. Par nature, cela entraîna le renoncement à l'intimidation dégradante des croyants par les menaces apocalyptiques et les tonalités effroyables du *dies irae*. Par la suite, les antiques théories de la colère de Dieu et les images des vengeances du Jugement dernier, à la fin des temps, furent désactivées au sein de l'Église – elles sont aujourd'hui devenues des curiosités qu'on inspecte avec jouissance, comme une sorte d'horreur métaphysique, pour autant que l'on s'y intéresse encore.

Pour ce qui concerne la tentative menée par le communisme afin de créer un centre de collecte mondial des énergies thymotiques produisant des intérêts humains globalement convaincants, la déception et l'amertume qu'ont ressenties les anciens témoins de l'époque des fantômes sont encore trop proches pour qu'il soit nécessaire d'expliquer pourquoi toute idée d'une reprise « améliorée » d'expériences analogues serait pour eux pure folie. Aux yeux de ceux qui sont nés après, l'aventure communiste représente dès aujourd'hui une sombre curiosité, aussi gothique que l'eschatologie catholique disparue.

Nous avons traité dans les deuxième et troisième chapitres de cet essai les motifs, procédés et promesses des deux grandes collectes de colère. Le premier parle des conséquences de leur dissolution – on y attire l'attention, sous forme de croquis, sur la libre flottaison de la vengeance dans la situation qui suit immédiatement le christianisme –, tout comme ce quatrième chapitre qui focalise son attention sur l'état d'une colère sans domicile fixe dans la situation post-communiste. Nous n'avons pas eu ici l'ambition d'étudier les liens possibles et réels entre le catholicisme et le communisme – on aurait effectivement pu être tenté par l'idée de faire le portrait du communisme comme figure sécularisée de la théologie chrétienne de la colère, et même comme transposition matérialiste de l'idée du royaume de Dieu. Contentons-nous donc de la remarque, qui ne sera pas plus développée ici, que le communisme avait effectivement sur beaucoup de points les caractéristiques d'un deuxième catholicisme. Lorsqu'on affirma en 1848, sur le ton de la satisfaction triomphale, qu'un spectre hantait l'Europe et plongeait dans la crainte et l'effroi tous les gouvernements entre Paris et Saint-Pétersbourg, on utilisait une expression témoignant d'une situation d'après la « mort de Dieu », où la fonction du Jugement Dernier – entre autres et nombreuses fonctions de Dieu – devait forcément être transmise à des agences terrestres. Dans la situation de l'époque, le jeune communisme était privilégié pour recevoir cet héritage. Le caractère « spectral » de ce mouvement, que Jacques Derrida a souligné dans son ouvrage plusieurs fois mentionné, *Spectres de Marx*, ne découlait cependant pas tant, comme le suggère Derrida, du fait que le communisme était une utopie rationaliste et donc d'une entité intellectuelle qui ne pouvait de toute façon qu'apparaître sur le mode du fantôme, et jamais comme un personnage de chair et de sang. Ce qui donna au communisme montant, dès le début, la force d'un fantôme et lui donna l'énergie nécessaire pour attirer à lui les réflexes paranoïaques de ses adversaires, ce fut sa capacité, reconnaissable de manière précoce, à lancer une menace crédible de révolution des situations existantes. Lorsqu'il eut perdu sa capacité de menace, il fut aussi liquidé en tant que spectre – et aucune animation lors des congrès philosophiques ne redonnera une nouvelle énergie lugubre à cette citrouille excavée.

Après la chute du communisme, le commerce de la vengeance de l'histoire du monde, ou plus généralement de la compensation universelle de la souffrance, ne pouvait qu'échapper de nouveau aux mains humaines. Il y avait donc de bonnes raisons pour que l'Église catholique puisse se mettre en scène comme le véritable post-communisme, et même littéralement comme l'âme d'un communisme authentique et spirituel – profiter de cette opportunité fut la mission théâtrale de Karol Wojtyła. Le message catholique inclut cependant le retour à l'attitude classique du conservatisme moral, d'après lequel l'homme du temps présent doit lui aussi se libérer de la colère et de la révolte pour retrouver ce qu'il avait perdu à la suite des événements de 1789 : la patience et l'humilité. Lorsqu'on fait ce type de recommandations, on néglige le plus souvent le fait que les vertus tant louées reposent sur des bases fragiles lorsque la force de la menace exercée par une théologie du Jugement

Dernier (théologie susceptible d'être proclamée de manière crédible) ne vient pas à leur secours.

Ces indices laissent penser que l'on ne peut toujours pas dénier une certaine utilité à la figure hégélienne de la ruse de la raison, aussi ascétiques que puissent être les espoirs que l'on place aujourd'hui dans les indices de la possibilité d'une raison cachée dans l'Histoire. Si l'on devait résumer avec du recul les prestations du communisme, il faudrait mentionner en premier lieu ses effets externes, qui dépassaient largement ses effets internes sur la productivité. Ils étaient cependant tellement paradoxaux qu'ils ne se présentèrent pratiquement jamais sous une forme explicite. Il n'est pas nécessaire de rappeler une fois encore, ici, les efforts, auquel on a souvent rendu hommage, de l'Union Soviétique dans le combat contre les armées d'invasion du national-socialisme. En vérité, le principal effet extérieur du communisme réel ne s'est déployé qu'après 1945, lorsque, dans le cliquetis des armes du régime stalinien et de ses avant-postes en Europe centrale et occidentale, naquit une chance unique dans l'histoire de parachever le système de l'État social européen.

Ironie de l'histoire, la banque mondiale communiste de la colère a obtenu son succès le plus significatif sur le mode d'un effet secondaire qu'elle n'avait pas eu l'intention de produire. En accumulant un potentiel de menace politique et idéologique véritablement effrayant, elle a aidé ses anciens adversaires principaux, les socialistes modérés et sociaux-démocrates européens, à atteindre le sommet de leur capacité d'action historique. Elle a facilité la tâche des partis socialistes intégrés dans les parlements européens lorsqu'il s'est agi d'arracher aux gestionnaires libéraux et conservateurs du capital une quantité sans précédent de concessions portant sur la redistribution de la richesse et la mise en place des réseaux sociaux. Dans ce contexte, il a paru plausible aux partenaires sociaux à l'Ouest de faire passer sous l'égide de l'État de vastes pans des industries nationales, notamment en France et en Grande-Bretagne.

S'il est exact que la souveraineté caractérise la capacité d'exercer une menace crédible, les partis de salariés européens et les syndicats ont obtenu leurs plus hauts effets de souveraineté grâce à une menace indirecte de lutte des classes qu'ils purent intégrer aux confrontations entre les négociateurs sur les salaires sans avoir eux-mêmes à serrer le poing. Il leur suffisait de diriger discrètement leur regard sur les réalités du Deuxième Monde pour faire comprendre aux employeurs qu'ici aussi, la paix sociale avait son prix. Si l'on résume la situation, on peut affirmer sans exagérer beaucoup que les conquêtes sociales de l'après-guerre en Europe, et plus précisément le Capitalisme rhénan souvent cité, avec son État social extensif et sa culture foisonnante de la thérapie, étaient des cadeaux du stalinisme – des fruits de la colère qui, cependant, ne purent mûrir pour atteindre une certaine suavité qu'après leur exportation sous un climat plus libre.

Il a fallu recalculer de fond en comble les dépenses effectuées pour la paix sociale à l'Ouest lorsque le potentiel de menace de la gauche s'est irrésistiblement affaibli – notamment en raison du fait que l'Union Soviétique était de moins en moins crédible dans son rôle d'expéditeur de menace à l'attention de l'Occident. Au plus tard dans la phase finale de l'ère Brejnev, les conditions n'étaient plus réunies pour permettre quelque type que ce soit d'activité de mission et d'expansion menée avec succès depuis Moscou. En dehors de la Chine, le maoïsme ne représentait plus, lui non plus, qu'un feu de paille de romantisme paysan allumé dans le Tiers Monde (que l'on songe aux excursions confuses de Che Guevara en Afrique et en Bolivie) et de laisser-aller lié au confort dans les universités occidentales. Il était de toute façon évident que l'Est – compte tenu de son ignorance dogmatique sur la question de la propriété – n'avait aucune chance de l'emporter dans la concurrence des systèmes. Au cours de ses dix années de vaine campagne contre les francs-tireurs afghans soutenus par les États-Unis (1979-1989), l'armée russe apporta en outre la preuve qu'elle n'était plus à la hauteur de sa réputation passée.

Dans ces conditions, les organes des salariés perdirent à l'Ouest le privilège consistant à profiter sans produire d'efforts personnels de la peur qu'inspirait le communisme au parti du capital. Le camp libéral conservateur comprit que dans les négociations salariales,

on avait désormais affaire à un interlocuteur affaibli, pour ne pas dire en cours d'effondrement. Celui-ci avait d'une part perdu sa forme à la suite d'une relative saturation, et souffrait d'autre part d'une paralysie rampante, résultat de la déflation idéologique du camp de la gauche.

Les conséquences de ces perceptions déterminent l'atmosphère psychopolitique de l'Occident depuis le début des années 1980 jusqu'à nos jours, leurs résultats s'additionnent à présent aux précipitations du 11 septembre 2001, qui influencent le climat, et rendent de plus en plus vraisemblable un tournant néo-autoritaire du capitalisme sur fond de libéralisme belliciste. Vu depuis notre époque, c'est l'année 1979 qu'il faut qualifier de date-clef de la fin du XX^e siècle. Sous un triple point de vue, c'est à l'époque que commence l'entrée dans la situation post-communiste : avec le début de la fin de l'Union Soviétique (après l'entrée de son armée en Afghanistan), avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et avec la consolidation de la révolution islamique en Iran, sous la direction de l'ayatollah Khomeiny.

Ce que l'on appelle le néo-libéralisme n'était au fond qu'un nouveau calcul des coûts de la paix intérieure dans les pays de « l'économie mixte » capitaliste et sociale-démocrate de type européen ou du « capitalisme régulé » à la manière des États-Unis¹². Le résultat de cet audit était couru d'avance : le parti des chefs d'entreprise occidentaux avait payé trop cher la paix sociale, sous la pression politique et idéologique provisoire de l'Est. On considéra que l'heure était venue de prendre des mesures de bases des coûts, mesures qui, par leur tendance, provoquèrent un changement de centre de gravité, depuis le primat du plein emploi vers la priorité de la dynamique des entreprises. On déclencha effectivement un véritable renversement de l'esprit du temps : il s'éloigna de plus en plus rapidement de l'éthique du confort des décennies de l'après-guerre, un esprit fondé à la fois sur le goût de la révolte et sur le dirigisme (et qui ne survécut qu'en France) pour donner la préférence à une éthique du risque néo-entrepreneuriale – on était en l'occurrence convaincu de pouvoir accepter, comme facteur de coût externe, le découragement de la nouvelle « classe » de ceux que l'on n'utilisait plus, ceux qu'on avait exclus du tri et qu'on se contentait de nourrir. Depuis, les cultures fragmentaires de l'entretien du divertissement et de la gestion de la dépression ne cessent de s'éloigner l'une de l'autre dans un processus de dérive.

Le quart de siècle qui a suivi la « révolution du marché » conçue par Joseph Keith et mise en œuvre en Grande-Bretagne par Margareth Thatcher à partir de 1979 (qui se propagea aussitôt sur le continent et sur de vastes parties du monde occidental, notamment sur l'Amérique de Reagan, 1981-1988, et de Clinton, 1993-2001), a montré avec quelle précision ces diagnostics correspondaient à la situation, et quelle radicalité avaient les conséquences qu'on en tirait. Cela apparaît le plus clairement dans la tendance durable du néo-libéralisme – la longue marche vers le chômage de masse qui a donné le ton du point de vue sociopolitique. La situation nouvelle entraîna ce qui était pratiquement inconcevable jusqu'alors : les populations des nations européennes acceptèrent, plus ou moins sans se battre, des taux de chômage de 8 à 10% et plus – même la baisse de plus en plus sensible des prestations de l'État social n'a pu, jusqu'ici, ranimer le feu de la lutte des classes. Les rapports de souveraineté se sont inversés du jour au lendemain : non seulement les organisations d'employeurs n'ont pas en main grand-chose pour exercer une menace effective, le privilège de la menace étant passé presque exclusivement du côté des entrepreneurs. Ceux-ci peuvent désormais affirmer de manière passablement plausible que tout sera encore pire si la partie adverse se refuse à comprendre et à assumer les nouvelles règles du jeu.

¹² Cf. Daniel Yergin, Joseph Stanislaw, *Staat oder Markt. Die Schlüsselfrage unseres Jahrhunderts*, Francfort-sur-le-Main et New York, 1999, p. 22-87.